

(Néo)-Populismes et extrémismes

par Marc Maesschalck

Depuis une dizaine d'années, les observateurs politiques ont tendance à recourir à une catégorie politique « élargie » qu'ils nomment populisme, essentiellement pour des raisons descriptives¹. Ils observent en effet la montée, souvent fulgurante, parfois éphémère aussi, de nouveaux partis dont la vertu première semble essentiellement de servir d'exutoire à un ras-le-bol social mal géré par les partis traditionnels, voire ignorés par eux et parfois carrément créé en partie par eux. En Europe, la Flandre n'est pas un cas isolé avec le succès de la N-VA qui a récupéré et amplifié les scores du Vlaams Belang. En Slovaquie, le Parti du peuple-Notre Slovaquie (LSNS) a connu une période de disgrâce suite à sa participation à une coalition gouvernementale de 2006 à 2010, mais le 24 novembre 2013, il a remporté une victoire symbolique aux élections régionale en obtenant 55,5% des suffrages dans la région de Banská Bystrica. En Tchéquie, c'est 40,44% des électeurs qui ont préféré des partis populistes lors des élections des 25 et 26 octobre 2013. En tête de ces préférences, le parti Ano 2011 avec 18,65% est sans doute la formation la plus caractéristique. Elle a été fondée en mai 2012 par un homme d'affaire Andrej Babis sur les bases de l'association des citoyens mécontents ! Si certains journaux estiment qu'il n'y a pas à s'alarmer d'une « fièvre populiste » en Europe², force est de constater que sur la carte politique européenne, les choses se passent autrement. En effet, avant 2008, seulement quatre pays ont affiché des scores qui dépassaient les 10%. Mais entre 2008 et 2011, ce chiffre passe de quatre pays à neuf pays et cette fois, dans ces neuf pays, c'est la barre des 15% qui a été franchie. Enfin, en 2013, il s'agit maintenant de 12 pays qui passent la barre des 10% (trois fois plus qu'avant 2008 !) et parmi eux, trois s'approchent des 30%, tandis qu'un quatrième s'approche des 20% ! Ce phénomène doit être pris au sérieux.

Certes, le risque d'amalgame est grand tant la catégorie de populisme regroupe des organisations, des leaders et des situations sociales très diverses. La fibre nationaliste ou régionaliste peut prévaloir à certains endroits, une fibre plus xénophobe ou anti-sociale être de mise ailleurs, un paternalisme hautain et une dénonciation du déficit moral des élites traditionnelles s'affirmer ailleurs encore. Certaines organisations s'opposent clairement aux thèses extrémistes alors que d'autres les favorisent ou les côtoient de façon bienveillante.

Mais le risque d'amalgame ne supplante pas, à notre avis, l'intérêt descriptif de cette catégorie de « populisme » : à segmenter et à finasser on finirait par manquer les risques majeurs encourus par les systèmes électoraux démocratiques de moins en moins à l'abri d'un électorat volatil, sans culture d'affiliation politique et décomplexé face aux thèses extrémistes.

¹ On se souviendra en particulier du collectif particulièrement riche dirigé par P. Blaise et P. Moreau, *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, CRISP, Bruxelles, 2004. Il est possible d'en actualiser les données et analyses en lisant D. Reynié, *Populismes : la pente fatale*, Plon, Paris, 2011 [réédité *Les nouveaux populismes*, Pluriel, Paris, 2013].

² Régis Soubrouillard, « Les médias inventent une fièvre populiste en Europe », dans *Marianne*, posté le mardi 5 octobre 2010 : http://www.marianne.net/Les-medias-inventent-une-fievre-populiste-en-Europe_a198207.html

De plus, cette catégorie a un autre intérêt. Elle évite de focaliser l'attention exclusivement sur les extrêmes et, en particulier, sur l'extrémisme de droite. Le risque d'une telle focalisation est qu'elle a l'effet d'un trompe l'œil : elle fixe l'attention sur des caractéristiques historiques supposées connues, une idéologie, un délire autoritaire et paranoïaque, un leadership fort, le recours à la violence organisée, avec des appels quasi lyriques à une identité idéale (souvent nationale ou régionale), à sauvegarder dans sa pureté face à la trahison des élites.

Cette focalisation oriente l'attention politique vers un modèle d'action obsolète (la mobilisation d'un « peuple » sur la base de supposées « valeurs communes ») qui n'explique ni le succès actuel des nombreux populismes, ni d'ailleurs l'usage que peuvent en faire les anciennes organisations extrémistes.

Les nouvelles formes de populisme obligent à changer de cadre d'analyse. Elles sont essentiellement structurées pour une prise rapide et désordonnée du pouvoir dans un contexte de panique des structures traditionnelles, bloquées dans la répétition des mêmes solutions. Le populisme, c'est avant tout une *stratégie de mobilisation sociale* caractérisée, comme le suggère Ernesto Laclau³, par sa *structure polémique* : le populisme joue d'abord comme dénonciateur et amplificateur des malaises sociaux, face auxquels il prétend proposer une méthode d'action différente, basée à la fois sur la proximité et la restauration de l'autorité politique.

Les nouveaux populismes n'ont donc pas besoin d'idéologie prédéfinie. Ils ne cherchent pas à défendre l'idée d'un peuple idéal pour un ordre idéal. Ils sont de nature polémique, centrés sur l'expression des mécontentements immédiats, de manière à changer le rapport au politique et à l'ordre social. Il s'agit de privilégier le bien-être sur le sacrifice, d'exclure les facteurs d'appauvrissement, d'éviter de payer pour le malheur des autres, de garantir le confort de vie acquis et la satisfaction qu'on en tire, etc. Ce qui est en cause c'est une posture d'action collective : pouvoir croire au bonheur immédiat d'une société plutôt que de prétendre assumer le mal nécessaire. Des journalistes ont d'ailleurs noté que plusieurs pays de petite taille affichaient en même temps des résultats en faveur des partis populistes avoisinant les 15% tout en bénéficiant de taux de chômage inférieur à 5%, c'est-à-dire en subissant beaucoup moins que d'autres pays européens l'onde de choc de la crise. Et de fait, si on croise les résultats des partis populistes avec d'autres indicateurs humains imaginés pour déterminer le taux de bonheur dans un pays ou une région comme l'indicateur de bien-être élaboré par l'OCDE et le *World Happiness Report 2013* publié par le Earth Institute de l'Université Columbia ainsi que le niveau de bien-être estimé d'un pays, on obtient le tableau suivant :

³ Ernesto Laclau, *Politics and Ideology in Marxist Theory*, Londres, Verso, 1979, pp. 172-174.

	> 20	> 15	> 10	Ranking of Happiness sur 156 pays	OCDE Better Life Index sur 24 pays UE
Serbie	29,4%			106	nc
Flandre.be	29,5%			21 (be)	12 (be)
Autriche	28%			7	9 (> 7)
Finlande		19%		8	8 (> 7)
Hongrie		16,68%		110	22
Norvège		15,3%		2	2 (> 7)
Pays-Bas		15%		4	6 (> 7)
France		15%		25	14
Danemark			13,9%	1	5 (> 7)
Italie			10,2%	45	18
Grèce (XA+ LAOS)			[7+1,6%]	70	23
Royaume Uni (Ukip)	[23% ?]			22	7 (> 7)

On remarque alors qu'un groupe de cinq pays se détache avec des caractéristiques communes très marquées : ils se trouvent dans le « Top 10 » des pays affichant le meilleur indice de bonheur sur 156 pays au monde, ils ont un résultat supérieur à 7 sur l'échelle de bien-être de l'OCDE et se classent également dans les pays aux indicateurs les plus favorables dans l'Union Européenne. Il s'agit des pays surlignés en jaune dans le tableau ci-dessus, à savoir l'Autriche, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark. C'est ce que j'ai choisi d'appeler le « Populisme des gens heureux... »⁴ !

Ces situations sont révélatrices d'une tendance sociale qui consiste à vouloir maximiser les chances de bonheur dont on dispose collectivement, plutôt qu'à prôner un optimisme social basé sur l'amélioration du sort des plus mal lotis sans diminuer la satisfaction des autres. Les politiques sociales dominées par l'utilitarisme moral et l'équité libérale de l'accès égal aux chances pour tous ont fini par réduire le champ d'espérance du politique. Les populismes veulent des politiques de changement ambitieux pour ceux qui peuvent en profiter et ont le droit de préserver leur bonheur. C'est un « populisme des gens heureux » qui peut facilement se dispenser de la rhétorique des thèses extrémistes. Pensons aux campagnes anti-européennes ou eurosceptiques : « laissez-nous tranquilles chez nous ; chacun pour soi ; notre bonheur, nous nous en chargeons ; il y a des solutions immédiates et de proximité à nos besoins immédiats ».

Ces mécanismes de mobilisation sociale sans véritable arrière-plan idéologico-politique fort sont particulièrement dangereux parce qu'ils sont essentiellement motivés au bout du compte par une fuite *en avant*. C'est le collectif dans son ensemble qui est jugé

⁴ On obtient des classements similaires avec l'indicateur OCDE si on priorise l'engagement civique (Danemark, Norvège, Royaume Uni, Autriche, Finlande, Pays Bas) ; et si on ajoute une priorité sur le taux d'emploi... Il semble que les petits pays permettent de montrer que les moins touchés par la crise sont les plus sensibles à la stratégie des populismes ; et qu'à titre d'hypothèse, pour les grands pays, le raisonnement devrait se reporter au niveau régional (cas de la Flandre, notamment, ou de la Ligue du Nord en Italie).

impuissant, irrémédiablement fissuré en lui-même, sans autre cap possible⁵. Il faut donc le fuir. Les spécialistes de psychologie positive ont cette définition caractéristique des mentalités repliées sur la recherche d'un bonheur immédiat, sans souci des menaces et des échecs présents dans l'environnement socio-politique : « ils aiment faire partie d'un groupe aussi longtemps que le groupe a du succès »⁶... Quant à ceux qui s'opposent à cette fuite en avant, ils apparaissent comme des ennemis par qu'ils prennent la forme paranoïde de dangereux agents du pouvoir qui veulent continuer à tirer profit d'un système de perdants.

Mais le problème majeur de cette nouvelle stratégie de mobilisation sociale post-démocratique est ailleurs. Elle s'adresse d'abord à des populations qui ont bien tiré leur épingle du jeu dans la nouvelle donne économique mondiale et qui entendent préserver leurs acquis en s'assurant de leaders politiques dévoués d'abord à la sauvegarde de leur bien-être. On pourrait ainsi parler d'un mouvement de classe moyenne aisée, à distance de la précarité, socialement bien intégrée et identifiée et, en allant plus loin dans les indicateurs, on peut même ajouter sensible au rôle de l'engagement civique ainsi qu'à l'importance du travail comme valeur d'intégration sociale⁷. Quand on croise encore ce groupe de pays avec les enquêtes européennes de valeurs, on s'aperçoit qu'ils affichent un fort taux de tolérance et de respect d'autrui⁸ et préfèrent l'intégration nationale à des attitudes xénophobes⁹. On est donc loin des schémas traditionnels de l'extrémisme de droite ; de même que l'on s'écarte aussi radicalement de ceux d'un « populisme de gauche » encore largement ancré dans les représentations idéologiques fortes du peuple-travailleur et de l'économie d'Etat.

Le « néopopulisme » contemporain s'ancre dans une déception radicale par rapport à toute forme d'ambition portée par une politique de solidarité. Il revendique une vraie liberté, indépendante et maître de son destin, capable de renouer avec un vrai progrès social, sans céder à l'illusion qui voudrait déplacer les lignes de partage entre le bonheur et le malheur. Ce partage est inéluctable et le remettre en question, c'est prendre le risque de tout perdre. Le système et les partis qui avalisent ce pari, qui prétendraient par exemple approcher autrement l'immigration, agir autrement sur la pauvreté, le chômage, les discriminations de genre, etc., – un tel système et ces partis mettent tout le monde en danger. On retrouve, dans ces préoccupations, les tendances lourdes qui se sont exprimées contre les projets de réforme de l'assurance sociale aux Etats-Unis. Le partage entre perdants et gagnants est irrémédiable.

Plus encore que les extrémismes toujours renaissants, les populismes contemporains sont donc à prendre au sérieux dans leur diversité parce qu'ils obligent, comme le suggérait

⁵ Sur cette critique, Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie, L'anti-Œdipe*, Ed. de Minuit, Paris, 1975, p. 408.

⁶ E. Diener et R. Biswas-Diener, *Happiness, Unlocking the Mysteries of Psychological Wealth*, Blackwell, Malden, 2008, P. 135.

⁷ On trouve ainsi dans ces pays un taux de satisfaction au travail supérieur à la moyenne de l'Union européenne, cf. Jean-François Tchernia, « Le sens du travail dans l'union européenne », in *Futuribles*, 2013, n° 395, pp. 41-55, p. 48.

⁸ Guillaume Roux, « Tolérance et xénophobie en Europe, Les aires culturelles demeurent-elles pertinentes? », in *Futuribles*, 2013, n° 395, pp. 57-68, p. 60.

⁹ *Ibid.*, p. 64

Rosanvallon, à « penser la politique autrement »¹⁰. Pour les contrer, il faut oser de nouvelles réponses politiques, des réponses de type non sacrificiel, sans calcul cout/bénéfice permanent sur les engagements en matière de justice et de solidarité. A côté d'un modèle fissuré et usé, il n'y a d'autres issues à la fuite en avant que de parvenir à proposer un autre modèle qui sorte de la répétition et qui ose un véritable déplacement des lignes de partages entre le bonheur et la misère : légitimer et reconstruire la solidarité, à l'instar d'une « nouvelle donne » mais qui serait au-delà des recettes réformistes trop connues¹¹.

¹⁰ Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », in *La Vie des idées*, posté le 27 septembre 2011, en ligne à l'adresse : <http://www.laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html> (Texte est extrait de la leçon inaugurale aux 26e *Rencontres de Pétrarque* tenues en 2011 et intitulées « Le peuple a-t-il un avenir ? »).

¹¹ En utilisant en particulier les nouveaux outils que sont les indicateurs de développement humain, de satisfaction, de bien-être, l'évaluation continue des politiques publiques, et pas les outils monétaires classiques (prix) accompagnés de l'action sur l'offre d'emploi typiques du keynésianisme.